

Introduction à l'économie

Unité 12B

Les voix importantes de l'économie

Un déjeuner avec Doug DeVos (Acton Institute)

[Un déjeuner avec M. Doug DeVos \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...)

RETRANSCRIPTION DE LA VIDÉO

M. Doug DeVos supervise les opérations quotidiennes d'Amway et partage le bureau du directeur général avec le président Steve Van Andel. Depuis 1986, M. DeVos a consacré sa carrière à susciter l'enthousiasme pour l'entreprise Amway. Sa conviction dans la capacité de l'entreprise à encourager les entrepreneurs du monde entier se reflète dans la croissance record des ventes d'Amway sous son mandat de président, depuis 2002. Cela a contribué à faire d'Amway l'une des entreprises les plus internationales au monde.

M. DeVos est également impliqué dans de nombreuses organisations commerciales et civiques internationales, nationales et locales, notamment le National Constitution Center, Business Leaders for Michigan, la Gerald R. Ford Foundation, la Early Childhood Commission et la Keystone Community Church. Actuellement, M. DeVos est président de The Right Place, une organisation régionale de développement économique de l'ouest du Michigan.

À PROPOS DE L'ORATEUR

En tant que président d'Amway depuis 2002, Doug DeVos supervise les opérations quotidiennes de l'entreprise aux côtés de Steve Van Andel. Ensemble, ils forment le Bureau du Directeur Général. DeVos est le plus jeune fils du cofondateur d'Amway, Rich DeVos, qui, avec le père de Steve, Jay, a fondé Amway à Ada, dans le Michigan, en 1959. DeVos et Van Andel ont travaillé ensemble pour inspirer l'enthousiasme autour de l'entreprise et la faire grandir jusqu'à devenir le leader mondial de la vente directe. La croissance des ventes de l'entreprise reflète leur succès à encourager les entrepreneurs dans le monde entier.

Une soirée avec Eric Prince (Acton Institute)

[Guerriers civils \(Erik Prince - Soirées à Acton\) \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...)

RETRANSCRIPTION DE LA VIDÉO

Doug DeVos : Une Histoire Inspirante d'Entrepreneuriat et d'Engagement pour la Liberté

Doug DeVos est un entrepreneur accompli, qui partage depuis longtemps la direction de l'entreprise Amway avec le président Steve Van Andel. Ensemble, ils supervisent les opérations quotidiennes de cette multinationale, travaillant à développer l'enthousiasme et la liberté économique des entrepreneurs du monde entier. Issu d'une famille où la persévérance et le travail acharné sont des valeurs centrales, Doug DeVos a su bâtir sa carrière avec détermination et un esprit d'initiative inébranlable.

Un Engagement Profond et Durable

Outre ses activités chez Amway, DeVos participe activement à plusieurs organisations civiques et commerciales, locales comme internationales. Il siège dans des instances importantes telles que le National Constitution Center, Business Leaders for Michigan, et la Gerald R. Ford Foundation. Ces engagements témoignent de sa volonté d'inspirer le changement, tout en renforçant les fondations économiques et sociales.

La Valeur de l'Expérience

Son parcours est également marqué par un engagement dans les services communautaires et militaires. En jeune adulte, Doug DeVos a pris part aux opérations spéciales et a servi dans des environnements souvent exigeants, notamment dans le cadre de la gestion de ressources critiques dans des situations difficiles. Cette expérience, selon lui, a été fondatrice et l'a poussé à créer des solutions pour le secteur de la défense.

Au fil des années, DeVos a adapté ses compétences et sa passion pour l'innovation à des entreprises de sécurité et de logistique. Bien que son entreprise ait évolué dans un secteur parfois controversé, il est resté déterminé à fournir des solutions efficaces pour les forces armées et à soutenir des initiatives entrepreneuriales dans divers domaines, de l'énergie à l'agriculture en Afrique.

Un Engagement pour la Liberté et la Croissance

DeVos est un fervent défenseur de la liberté économique et considère que les entreprises doivent fonctionner dans un cadre gouvernemental équitable, sans intervention excessive. Il insiste également sur l'importance de donner aux individus les moyens de créer leur propre succès, en faisant preuve de résilience et de responsabilité.

Service militaire

J'étais un Navy SEAL et j'ai travaillé dans le plus grand centre de formation privé aux armes en Amérique. Parfois, les membres de notre équipe étaient armés, parfois ils devaient utiliser leurs armes pour accomplir leur mission, notamment en Afghanistan où nous avons effectué plus de 100 000 missions de protection. Aucun des protégés sous notre garde n'a jamais été tué par un Ranger. Au total, 41 de nos hommes ont perdu la vie au combat, mais notre bilan de sécurité reste exemplaire, et nous n'avons eu que très peu d'incidents de tirs d'armes. Tous les membres de notre équipe étaient des vétérans ayant servi honorablement dans l'armée ou les forces de l'ordre américaines. Ils étaient soumis à des évaluations psychologiques et médicales rigoureuses pour s'assurer qu'ils étaient aptes à ce travail exigeant. Une de mes grandes fiertés a été d'amener nos équipes à respecter des règles de sécurité strictes. Un de mes souvenirs marquants est celui où j'ai dirigé une mission de sauvetage d'une équipe des forces spéciales américaines au Mali, qui entraînait l'armée malienne près de Tombouctou. Une tempête de sable avait endommagé leur avion, blessant plusieurs hommes. Nos médecins ont travaillé sans relâche pendant 36 heures pour sauver un soldat grièvement blessé. Cet incident illustre la capacité de nos équipes à intervenir dans des environnements extrêmes.

Ma foi a également joué un rôle dans ma vie et dans la gestion de Blackwater. Bien que j'aie été élevé dans une famille chrétienne, j'ai rejoint l'Église catholique à l'université. Nous avons même eu un aumônier à Blackwater pour offrir du soutien spirituel aux membres de l'équipe et à leurs familles. Aujourd'hui, je dirige un fonds de capital-investissement en Afrique, appelé Frontier Resource Group. Nous investissons dans des projets énergétiques, miniers et agricoles, car je préfère faire face aux défis de l'Afrique plutôt qu'aux aléas politiques de Washington. Nous avons même fondé une société de logistique aérienne pour faciliter nos opérations dans les régions les plus reculées. À ceux qui s'inquiètent de l'avenir de Blackwater entre les mains d'autres dirigeants, je dirais que nous avons toujours respecté des valeurs strictes et n'avons jamais agi en tant qu'armée privée. Notre travail était approuvé et encadré par le gouvernement américain. Nous avons toujours recruté des gens de valeur, respectant des engagements éthiques et juridiques. En fin de compte, ma carrière et ma vie ont été façonnées par ma foi, mes valeurs et mon engagement envers la sécurité et le service, que ce soit dans l'armée, chez Blackwater ou dans mes projets actuels en Afrique.

On accumule trop de documents inutiles, et les gens se cachent derrière l'incompétence, qu'ils qualifient de "classique". Cela dit, je reconnais l'importance de ce service public. La question est donc : quelle est mon opinion sur ce sujet ? Je pense l'avoir bien compris. Si nous étions en service, par exemple aux États-Unis, certains aspects seraient encore en vigueur, notamment dans le domaine de la diplomatie et de la sécurité. Par exemple, des gardes locaux ont été embauchés pour

surveiller les environs, et certains d'entre eux ont signalé des signes d'attaque. Il y avait aussi des agents gouvernementaux et de sécurité sur place, mais ils n'ont pas toujours réussi à répondre efficacement. Il est évident que des améliorations sont nécessaires dans ce domaine.

Dans le contexte des opérations en Afrique, nous voyons des entreprises privées comme Sandline et d'autres groupes spécialisés jouer un rôle dans la sécurisation de certaines régions. Cependant, il est essentiel de se demander comment améliorer ces interventions. Les ressources humaines et logistiques actuelles doivent être optimisées pour assurer un niveau de sécurité approprié, surtout en cas de tensions ou de conflits prolongés. L'exemple de la situation somalienne est particulièrement illustratif. Là-bas, un modèle économique de piraterie s'est développé en raison de l'incapacité du gouvernement à maintenir l'ordre le long de son vaste littoral. Les pirates s'emparent de navires, demandent des rançons et maintiennent le contrôle des équipages, illustrant la nécessité d'une intervention plus structurée et proactive pour éviter de telles dérives.

Un autre problème est le manque de soutien aérien et logistique pour des missions sensibles. Au lieu d'une réponse efficace, les personnels concernés ont souvent manqué de ressources ou ont dû affronter des obstacles bureaucratiques. Cela met en évidence l'importance de services privés qui pourraient pallier ces lacunes en apportant des solutions logistiques plus rapides et plus flexibles, notamment en matière de transport aérien. Finalement, dans le secteur de la sécurité privée, il existe un besoin de transparence et de standards mesurables, tout comme le secteur privé le fait dans d'autres domaines comme la livraison express ou la production industrielle. Une entreprise capable de répondre aux besoins de sécurité et de logistique, avec des mesures de coûts et de performance comparables, pourrait jouer un rôle clé dans l'optimisation des missions, notamment en Afrique, où le potentiel de croissance reste largement inexploité.

Conclusion

Doug DeVos incarne la force de l'entrepreneuriat, de la persévérance et de la liberté économique. Son parcours est une inspiration pour ceux qui aspirent à faire une différence dans leur communauté et au-delà, et son engagement dans des causes variées témoigne de sa volonté d'améliorer la vie des individus et de bâtir un avenir plus prospère.

Penser l'économie de manière chrétienne (S. Michael Craven)

Penser l'économie de manière chrétienne

PAR S. MICHAEL CRAVEN, CHRONIQUEUR INVITÉ DU CHRISTIAN POST

2 novembre 2011|11h44

Voici votre texte corrigé avec quelques ajustements pour améliorer la clarté et la fluidité, tout en conservant votre message d'origine :

Votre réponse immédiate pourrait être : « Qu'est-ce que le christianisme a à voir avec l'économie ? » En réponse, je dirais : tout, si l'on considère l'économie comme le système et les moyens de production et d'échange par lesquels les gens répondent à leurs besoins essentiels et à ceux des autres.

À moins que quelqu'un ne présume le contraire, penser « chrétiennement » sur ces sujets n'implique pas que la perspective chrétienne doive s'aligner sur les positions politiques républicaines, démocrates ou libertaires. La théologie chrétienne transcende tout cela et, pour être honnête, chacune de ces positions peut inclure, à un degré ou à un autre, des aspects des idées et de la philosophie économiques chrétiennes. Cependant, en tant que chrétiens, notre foi et notre vision du monde devraient éclairer nos visions morales, politiques et économiques, et non l'inverse.

Certes, un débat intense a lieu dans ce pays sur la nature de l'économie et, plus particulièrement, sur le rôle du gouvernement dans la promotion et/ou la réalisation de la prospérité économique.

Ajoutez à cela une culture politique de plus en plus polarisée et hostile, une corruption omniprésente au sein du gouvernement et des secteurs privés, des guerres coûteuses et de plus en plus inutiles, sans parler de l'érosion rapide des normes morales historiques. Il n'est pas surprenant que les Américains soient profondément divisés, confus, frustrés et en colère.

En matière d'économie, les Américains (y compris de nombreux chrétiens) oscillent – consciemment ou involontairement – entre le marxisme pur et simple d'une part, le capitalisme de marché libre d'autre part, et diverses itérations du socialisme démocratique entre les deux. Certains sont convaincus que le renforcement du contrôle gouvernemental et de la réglementation du marché mettra un terme à l'avidité et à la corruption qui sont devenues trop courantes à Wall Street et dans le secteur

privé. De plus, nombreux sont ceux qui pensent qu'un contrôle gouvernemental accru entraînera une plus grande équité économique entre les classes socio-économiques.

En revanche, beaucoup estiment qu'une ingérence accrue du gouvernement ne fait que favoriser des formes de corruption différentes et plus importantes, tout en restreignant la créativité, l'innovation et la productivité. Ils croient en outre que les projets économiques gouvernementaux et l'interférence avec le libre marché limitent généralement la capacité de gain de chacun et condamnent les gens à la dépendance et à la pauvreté en restreignant le potentiel et les opportunités humaines. J'avoue que j'appartiens à cette dernière catégorie, non pas parce que je suis un « capitaliste », mais parce que ma foi chrétienne façonne ma vision de la création, de l'humanité et du travail.

Franchement, je trouve que les convictions de la plupart des gens sont motivées davantage par l'émotion que par toute philosophie économique ou morale cohérente. Par conséquent, étant donné l'énorme impact que l'économie a sur les individus, il est important que les chrétiens offrent des conseils moraux et philosophiques solides sur la nature et les moyens de l'activité économique humaine.

Qu'est-ce qui qualifie le christianisme pour parler d'économie ? En termes simples, pour bien comprendre l'économie, il faut d'abord avoir une bonne compréhension de l'homme. C'est là que la plupart des visions alternatives du monde divergent immédiatement. Le révérend Robert A. Sirico, écrivant dans le *Pittsburgh Tribune-Review*, propose un point de départ utile :

Le récit de la création dans la Genèse nous dit que, dès le début, l'humanité a été créée pour travailler. Dieu place Adam dans le jardin pour « y travailler et y veiller ». L'Écriture donne un aperçu de notre nature : nous sommes tous, hommes et femmes, appelés dans cette vie à trouver notre vocation, ce travail qui est uniquement le nôtre et qui contribue à l'épanouissement de la communauté au sens large.

Au centre de toute activité économique se trouve la productivité humaine ; Dieu lui-même nous appelle à être productifs (voir Genèse 1 :28). Cela étant dit, nous devons concevoir un système qui cherche à équilibrer certains intérêts essentiels. Cela inclurait un système qui favorise la meilleure qualité et les moyens de production les plus efficaces (c'est-à-dire l'excellence en toutes choses ; voir Ecclésiastes 9 :10, 1 Cor. 10 :31).

Plus que tout autre système économique, les marchés libres encouragent la qualité et l'efficacité par le biais de la concurrence. Le meilleur et le plus abordable fidélise le consommateur. En matière de concurrence, les intérêts du producteur et du consommateur restent plus étroitement équilibrés. Le producteur du marché libre doit fournir ce que les gens veulent ou ont besoin à un prix qu'ils sont capables et disposés

à payer. Les économies centralisées diminuent ou éliminent cette condition concurrentielle essentielle.

Notre système économique doit inclure la promotion et l'application de moyens d'échange et de récompense équitables (voir Prov. 20 : 23). Là encore, la concurrence s'avère vitale. Même si les personnes sans scrupules réussissent parfois dans un marché libre, une fois découvert, le marché punit rapidement les escrocs ; ils ne durent généralement pas longtemps. Toutefois, l'état de droit et l'application des lois qui protègent les consommateurs contre les fausses déclarations, la fraude et les abus, ainsi que contre les avantages concurrentiels déloyaux, sont essentiels.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, notre système économique doit chercher à subordonner la production de biens et de services à l'homme, plutôt que de rendre l'homme subordonné (ou esclave) à la production de biens et de services.

Puisque l'homme porte l'image de Dieu et a reçu l'autorité sur la création (voir Genèse 1 : 26-30), il ne doit pas être soumis à la création, mais plutôt agir en tant qu'intendant des ressources créées par Dieu. Autrement dit, l'homme n'est pas réductible à un rouage de la machine, mais plutôt créateur et maître de la machine. Un travail qui réduit l'homme à un simple outil de production dégrade la dignité du travail et de l'homme. De même, une stratégie économique qui réduit l'homme à un objet de charité, dépendant de l'État, dégrade la dignité humaine.

Partout où l'homme est soumis au travail (labeur) ou est contraint par la force de travailler pour les autres, cela nous rappelle la Chute. Cependant, l'accomplissement des promesses de Dieu à Israël à travers la mort, l'enterrement et la résurrection de Jésus – le Messie – inaugure le règne inébranlable de Dieu. En tant que peuple de Dieu, nous devons être « un signe et un avant-goût » de son royaume à venir, en résistant aux effets de la Chute chaque fois que nous le pouvons et en louant, par l'argumentation et l'exemple, les normes justes du royaume.

Les marchés libres offrent un soutien inhérent à la dignité de l'homme en stimulant l'innovation et l'ingéniosité, en rendant le travail moins pénible et donc plus efficace. C'est pourquoi nous avons créé le joug et l'avons placé sur le bœuf, et non sur nos enfants. La liberté sur le marché contribue en outre à la dissolution des frontières sociales, raciales et économiques qui, autrement, limiteraient la productivité humaine.

Enfin, la liberté sur le marché encourage la capacité créative et les rêves de ceux qui le souhaitent – grâce à la promesse d'une récompense – à innover et à améliorer la production et la fourniture de biens et de services qui profitent à d'autres. Ils sont ainsi prêts à prendre de grands risques, convaincus que toute récompense leur appartiendra et qu'aucun roi ou tyran ne pourra la revendiquer. Dans un tel système,

bien qu'il soit loin d'être parfait dans ce monde déchu, la dignité humaine abonde, l'épanouissement s'étend et la pauvreté diminue.

S. Michael Craven est le président du Center for Christ & Culture. Michael est l'auteur de Uncompromised Faith : Overcoming Our Culturalized Christianity (Navpress). Le ministère de Michael se consacre au renouveau de l'Église et s'efforce de doter les chrétiens d'une approche intelligente et parfaitement chrétienne des questions culturelles afin de démontrer la pertinence du christianisme dans tous les domaines de la vie. Pour plus d'informations sur le Center for Christ & Culture, visitez : www.battlefortruth.org. Michael vit dans la région de Dallas avec sa femme Carol et leurs trois enfants.

Tiré de <https://www.christianpost.com/news/thinking-christianly-about-economics.html>

L'annulation de la dette du tiers monde

Renaud Viven

Veuillez consulter [L'annulation de la dette du Tiers Monde | Cairn.info](#) pour lire l'article complet ou le lire dans le document PDF intitulé Unité 12B – L'annulation de la dette du tiers-monde.

L'éclatement de la crise dans les pays industrialisés du Nord en 2008 s'est ensuite répercuté sur tous les continents, l'Afrique en tête. Cette crise globale, qui est à la fois financière, économique, sociale, institutionnelle, environnementale et migratoire, entraîne, en effet, des conséquences majeures pour les populations du Sud : explosion du nombre de chômeurs et de personnes sous-alimentées, réduction de l'aide publique au développement (APD), baisse des envois de migrants, diminution des dépenses sociales au Sud et en Europe de l'Est sous la pression des institutions financières internationales (IFI), etc. Un nouveau palier historique a même été franchi puisque selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) publié en octobre 2009, plus d'un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, soit un individu sur six : c'est 100 millions de plus qu'il y a un an.

Ce n'est pas tout. Dans les prochains mois, cette paupérisation risque encore de s'accélérer puisqu'une nouvelle crise de la dette publique externe (celle qui est contractée par les pouvoirs publics à l'égard des créanciers privés et publics étrangers) est en préparation, conséquence directe de la crise mondiale. En effet, toutes les conditions sont aujourd'hui réunies : effondrement des réserves de change de nombreux pays en développement (PED) lié à la chute du cours des matières premières, ré endettement massif à l'égard des IFI, risque important de « socialisation » des dettes du secteur privé, forte augmentation de la dette publique interne (celle qui est contractée par les pouvoirs publics à l'intérieur du pays) et des prêts léonins Sud-Sud (comme ceux accordés par la Chine et le Brésil), augmentation du coût du remboursement de la dette externe ^[1], etc. Le remboursement du service annuel de la dette risque, par conséquent, d'accaparer une part encore plus importante des maigres budgets des PED, au détriment des dépenses publiques vitales pour le développement humain sur place, rendant impossible la réalisation des timides Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon de 2015, comme s'y étaient pourtant engagés tous les chefs d'État en 2000. Face au poids grandissant de leur dette, les pays devront, pour trouver un peu d'oxygène financier via les allègements de dettes et l'octroi de nouveaux prêts et dons, se soumettre davantage aux conditionnalités dictées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, « revigorés » par la crise, et par le G20 (le groupe informel composé des 19 pays les plus puissants économiquement, ainsi que l'Union européenne ^[2]).

Pourtant, ces conditionnalités, largement héritées des plans d'ajustement structurels (PAS) imposés au lendemain de la crise de la dette de 1982, n'ont pas permis de résoudre le problème de l'endettement des pays du Sud. En effet, la majorité de ces pays restent surendettés et leurs ressources financières, amputées du remboursement de la dette, ne permettent toujours pas de satisfaire les besoins humains fondamentaux de leurs populations, malgré les promesses d'annulation de dette formulées par les grands bailleurs de fonds internationaux, comme le G8 (le groupe informel des huit pays les plus industrialisés de la planète ^[3]) qui annonçait à Gleneagles en 2005 l'annulation totale de la dette des pays les plus pauvres de la planète. Les surcoûts liés à la crise sont largement supérieurs aux maigres effacements de dette parfois obtenus.

Se pose alors la question de l'efficacité des différentes initiatives mises en place au niveau international pour traiter le problème de l'endettement du Sud, dont le FMI et la Banque mondiale sont les chefs d'orchestre. Dans quelle mesure les créanciers internationaux ont-ils changé de stratégie en matière d'allègement de dettes ? Ces changements remettent-ils fondamentalement en cause la logique de l'ajustement structurel formalisée dans Consensus de Washington élaboré au lendemain de la crise de 1982 ?

Ces questions, qu'il faut poser, tant la gestion internationale du problème de la dette s'est révélée inefficace, nous amènent également à nous interroger sur les objectifs politiques poursuivis par les grands bailleurs de fonds internationaux réunis au sein des IFI, du G7 du G8 et maintenant du G20. En effet, l'endettement du Tiers Monde ne se limite pas à un problème technique et financier, car il contient plusieurs dimensions politiques. La controverse autour de la doctrine de la dette odieuse, placée au cœur du débat par les organisations non gouvernementales (ONG), mais que les États et les organisations internationales comme la Banque mondiale tentent de discréditer, démontre l'enjeu politique de la question de la dette. Car nombre de pays du Sud possèdent une dette odieuse : une dette sans bénéfice pour la population, contractée par des dictatures avec la complicité des créanciers.

La dette odieuse relance avec force la notion d'audit de la dette du Tiers Monde, comme le préconise le rapport de l'expert indépendant de l'ONU sur la dette externe publié en juin 2009. Cette notion d'audit avait également été au cœur d'une résolution adoptée par le Sénat belge le 29 mars 2007 ^[4]. Plus de deux années après l'adoption de ce texte parlementaire, où en est cet audit ? Quelle est la position défendue par la Belgique au sein du FMI et de la Banque mondiale, où son poids est relativement important ? Quelle est sa marge de manœuvre concernant ses créances bilatérales sur les pays en développement ? Tant de questions essentielles, dont les réponses doivent nous permettre de comprendre les multiples enjeux actuels.

Les sociétés multinationales dans le tiers monde (James C. W. Ahiaikpor)

Prédateurs ou alliés du développement économique ?

Les sociétés multinationales (MNC) se livrent à des activités très utiles et moralement défendables dans les pays du tiers-monde, pour lesquelles elles ont souvent reçu peu de reconnaissance. Parmi ces activités, l'extension des opportunités permettant aux populations des régions les plus pauvres du monde de gagner des revenus plus élevés, ainsi que de consommer des biens et des services de meilleure qualité, est d'une grande importance. Pourtant, ces entreprises ont été déformées par des images négatives, souvent alimentées par les marxistes et les partisans de la « théorie de la dépendance ».

Parce que bon nombre de ces entreprises sont originaires de pays industrialisés, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne, la France et l'Italie, elles ont été perçues comme des instruments permettant d'imposer les valeurs culturelles occidentales aux pays du tiers-monde, plutôt que comme des alliées dans leur processus de développement économique. Ainsi, certains partisans de ces opinions préconisent l'expulsion de ces entreprises, tandis que d'autres, moins hostiles, plaident en faveur de leur surveillance ou de leur réglementation stricte par les gouvernements du tiers-monde.

Des incidents tels que l'utilisation inappropriée de lait maternisé fabriqué par Nestlé, la fuite de gaz d'une usine Union Carbide à Bhopal, en Inde, et l'implication présumée d'entreprises étrangères dans le renversement du président Allende au Chili ont été utilisés pour perpétuer l'image négative des multinationales. Le fait que certaines multinationales possèdent des actifs d'une valeur supérieure au revenu national de leur pays d'accueil renforce également leur image menaçante. En effet, il est avéré que certaines multinationales ont versé des pots-de-vin à des représentants du gouvernement afin de contourner les obstacles entravant la rentabilité de leurs activités.

Plusieurs gouvernements, notamment en Amérique latine et en Afrique, ont été réceptifs à ces images négatives et ont adopté des politiques hostiles envers les multinationales. Cependant, un examen attentif de la nature de ces entreprises et de leurs activités dans les pays du tiers-monde révèle une image bien plus positive, les multinationales étant souvent des alliées dans le processus de développement de ces pays. Pour le plus grand bien-être de la majorité des pauvres vivant dans le tiers-monde, il est important que les contributions positives de ces entreprises à leurs

économies soient davantage reconnues. Même si les multinationales sont motivées principalement par le profit pour investir dans le tiers-monde, la moralité de leurs actions visant à améliorer la vie matérielle de nombreuses personnes dans ces pays ne devrait pas être éclipsée par des perceptions erronées.

Le premier point à reconnaître au sujet des multinationales est que, en plus de fonctionner sous plusieurs juridictions souveraines, elles sont par nature très similaires aux entreprises locales ou non multinationales opérant dans plusieurs États ou usines. Ces entreprises peuvent être qualifiées de sociétés multi-usines (UNC). Ainsi, une UNC possédant des succursales en Alaska ainsi que dans d'autres régions des États-Unis aurait été considérée comme une multinationale si l'Alaska était resté un territoire non américain. L'expérience des pays européens, qui s'unifient économiquement, ou celle de l'ex-Union soviétique, désormais divisée en plusieurs États souverains ou quasi-souverains, devrait nous amener à comprendre que les États-Unis ou le Canada auraient pu facilement être plusieurs pays indépendants, et certaines UNC actuelles auraient été des multinationales. Comme les UNC, les multinationales appartiennent à des actionnaires qui s'attendent à des rendements annuels ou à des dividendes en compensation des fonds qu'ils investissent dans les activités de production et de vente de l'entreprise. C'est pour permettre aux multinationales de verser de tels dividendes que leurs dirigeants recherchent les travailleurs les plus efficaces pour les salaires qu'ils paient, achètent les matériaux au prix le plus bas possible, cherchent à produire dans les pays avec les impôts les plus faibles et vendent leurs produits dans des marchés où ils peuvent obtenir les revenus les plus élevés après coûts.

(Ce n'est pas différent de quiconque cherchant un emploi bien rémunéré, dans un environnement de travail agréable et avec des avantages sociaux élevés.) La principale différence entre les sociétés nationales et les multinationales réside peut-être dans le fait que ces dernières ont eu plus de succès et ont par conséquent étendu leurs activités à un nombre beaucoup plus élevé de régions et d'États souverains.

Beaucoup reconnaissent les UNC ou les entreprises locales comme des agents utiles au développement des communautés dans lesquelles elles opèrent. Cette reconnaissance réside principalement dans l'emploi qu'elles génèrent et dans les revenus (plus élevés) gagnés grâce à leur implantation dans la région. Ces entreprises louent également des bâtiments et des terrains, ou parfois les achètent, ce qui génère des revenus supplémentaires pour leurs propriétaires. Par exemple, si les propriétaires japonais actuels n'avaient pas acquis le Rockefeller Center à New York, le prix qu'en auraient obtenu ses propriétaires américains aurait été bien inférieur. Il en va de même pour les perspectives de revenus des propriétaires des Mariners de Seattle si la vente de ce club aux acheteurs japonais se concrétise. C'est de cette manière que les multinationales enrichissent la main-d'œuvre et d'autres propriétaires de ressources dans le tiers-monde. Sans elles, la population locale aurait eu moins d'emplois, voire des emplois moins bien rémunérés, et la demande de terres et d'autres ressources

locales aurait été plus faible. Sans que des entreprises telles qu'Holiday Inn, Sheraton, Hyatt, Four Seasons et Hilton n'aient loué ou acheté des propriétés en bord de mer dans des stations touristiques populaires du tiers-monde, leurs propriétaires (qu'ils soient privés ou gouvernementaux) auraient pu obtenir beaucoup moins pour leurs ventes. De tels achats permettent également aux propriétaires locaux de libérer des capitaux qu'ils peuvent réinvestir dans d'autres entreprises.

Certains, qui reconnaissent peu de contributions positives des multinationales au développement économique des pays du tiers-monde, admettent néanmoins que ces entreprises paient des salaires plus élevés à leurs employés locaux que ceux qu'ils recevraient habituellement ailleurs, ainsi que des loyers plus élevés pour les terrains et les bâtiments. Mais ils soutiennent souvent que les salaires dans le tiers-monde sont inférieurs à ceux payés par les multinationales dans les pays développés et que les conditions de travail ne sont pas comparables. Cependant, cette comparaison omet plusieurs éléments clés. Par exemple, les niveaux de compétence ou d'éducation des travailleurs du tiers-monde ne sont pas équivalents à ceux des pays développés. De plus, la quantité de machines et d'équipements manipulés par les travailleurs dans les deux régions est également différente. En résumé, la productivité d'un travailleur dans le tiers-monde est généralement inférieure à celle de son homologue dans un pays développé. En effet, si les multinationales pouvaient embaucher suffisamment de travailleurs hautement qualifiés dans les pays les plus développés aux salaires des travailleurs du tiers-monde, elles le feraient volontiers. Elles réaliseraient ainsi plus de bénéfices tout en vendant leurs biens et services à des prix plus bas. Mais le système d'échange volontaire dans lequel elles opèrent ne le permettrait pas. Hormis ceux travaillant pour des œuvres caritatives, peu de gens accepteraient des salaires qu'ils considèrent comme inférieurs à leur contribution à l'entreprise.

La même logique s'applique aux salaires payés par les multinationales dans le tiers-monde. À moins que les travailleurs ne trouvent plus rentable de travailler pour les multinationales aux salaires proposés, ils choisiront un autre emploi. De même, si les multinationales ne peuvent pas réaliser suffisamment de profits dans leur pays d'accueil, ou si elles ne sont pas compensées pour les risques supplémentaires liés à l'investissement dans le tiers-monde (y compris le risque de confiscation par un futur gouvernement hostile), elles ne s'y aventureraient pas. Il doit donc y avoir des avantages nets pour les deux parties à une transaction (les travailleurs et les multinationales) pour que celle-ci ait lieu, et cela sur une base continue.

Il est également utile de rappeler que les recherches n'ont pas confirmé l'affirmation selon laquelle les entreprises étrangères, y compris les multinationales, réalisent des bénéfices excessifs ou plus élevés par dollar investi que leurs homologues locales. En réalité, les entreprises locales génèrent en moyenne des taux de bénéfices avant impôts plus élevés que les multinationales, comme le montrent des études menées en Inde, au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Ghana et au Kenya.

La raison en est que de nombreux gouvernements du tiers-monde imposent les bénéfices des entreprises locales à un taux plus élevé que ceux des multinationales. Ainsi, les taux de profit après impôts sont similaires pour les entreprises étrangères et les entreprises locales dans ces pays. De plus, la nouvelle richesse créée par toute entreprise doit couvrir les salaires, les intérêts, les équipements et les coûts de location des terrains et bâtiments avant que des bénéfices ne soient réalisés. Une grande partie de ces paiements reste dans l'économie du pays d'accueil.

Enfin, si nous cessons de faire preuve de paternalismes envers les populations les plus pauvres du tiers-monde, nous respecterons leur jugement d'acheter des produits fabriqués localement par des multinationales plutôt que de les accuser de leur vendre des produits inappropriés. Être pauvre ne rend pas le choix d'un produit moralement moins défendable que celui des riches. Et sans une demande suffisante pour ces produits, il serait économiquement impossible pour les multinationales de les offrir.

En conclusion, les multinationales jouent un rôle essentiel dans le développement des pays du tiers-monde, bien que leur impact soit souvent mal compris. En contribuant à améliorer les conditions de vie par la création d'emplois, l'amélioration de la qualité des biens et services, ainsi que par l'optimisation des ressources locales, ces entreprises participent activement à la croissance économique de ces régions. Cependant, cette dynamique doit être mieux comprise et prise en compte pour éviter les préjugés qui les entourent et maximiser les bénéfices de leur présence.

Courriel pour la Fondation pour l'éducation économique

La FEE vous a offert ce cours de haute qualité en guise de contribution à CLI et à votre formation académique. Il est important que les intervenant de la FEE voient la valeur que ce cours vous a apporté.

Veillez envoyer un courriel à Jason jriddle@fee.org en vous inspirant du modèle ci-dessous :

Cher Jason,

Je suis (votre nom, ville, état et pays¹). Je suis étudiant à l'Institut des leaders chrétiens et je voulais vous informer de ce qui suit :

1. mon expérience au cours de l'étude de l'économie.
2. ce que j'ai retenu de ce cours.
3. comment ce cours me sera utile.
4. à quoi ressemble l'économie dans mon pays et comment ce cours me permettra d'y contribuer favorablement.
5. ma gratitude pour la FEE et un exemple concret.

Cette activité est essentielle. CLI est à la recherche de partenaires exceptionnels pour vous offrir le meilleur contenu éducatif possible, tout en veillant à ce qu'il ne soit pas modifié. Votre participation contribuera à rendre cela possible.

¹Si vous résidez dans une nation persécutrice, utilisez un pseudonyme.